

Le 28 juin 2022

À l'intention des centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS) et des centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux (CIUSSS)

OBJET : VERS UN CHEZ-SOI : Entente Canada-Québec concernant Vers un chez-soi 2019-2024 – Mise en œuvre du financement régulier et additionnel pour les exercices 2022-2023 et 2023-2024

Madame,
Monsieur,

À l'hiver dernier, les gouvernements du Canada et du Québec ont convenu de procéder à une modification de l'*Entente Canada-Québec concernant Vers un chez-soi 2019-2024* (Entente VCS), afin de réaliser les travaux de mise en œuvre entourant l'ajout de fonds additionnels pour les exercices de 2022-2023 et 2023-2024.

Le présent document a pour objet de communiquer les orientations concernant la mise en œuvre du financement octroyé pour 2022-2023 et 2023-2024 sous l'Entente VCS, incluant le financement additionnel alloué dans le cadre de sa modification n°1.

À cet effet, nous vous prions de prendre connaissance du document ci-joint.

Pour tout renseignement additionnel, veuillez communiquer avec :

- Philippe Guay, conseiller en itinérance, du ministère de la Santé et des Services sociaux au 418-208-1288 ou par courriel à l'adresse suivante : philippe.guay@msss.gouv.qc.ca.
- Charlotte De Ernsted, conseillère en itinérance, du ministère de la Santé et des Services sociaux au 418-208-1288 ou par courriel à l'adresse suivante : charlotte.de.ernsted.ccsmtl@ssss.gouv.qc.ca.

Veuillez recevoir, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

Tung Tran
Coprésident pour le Québec
Comité conjoint de gestion

Benoit Lymburner
Coprésident pour le Canada
Comité conjoint de gestion

Pièces jointes :

Annexe A : Échéancier

Annexe B : Répartition du financement additionnel pour l'exercice 2022-2024 (84 580 673 \$)

Annexe C : Répartition du financement total pour les exercices 2022-2024

Annexe D : Activités et dépenses admissibles

Annexe E : Détails de projets et Rapports sur les résultats

**DOCUMENT D'ORIENTATION VISANT LA MISE EN ŒUVRE DU
FINANCEMENT RÉGULIER ET ADDITIONNEL POUR 2022-2023 ET 2023-2024 DE
L'ENTENTE CANADA-QUÉBEC CONCERNANT VERS UN CHEZ-SOI 2019-2024**

OBJET

Communiquer aux centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS) et aux centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux (CIUSSS) les orientations et les modalités d'utilisation du financement octroyé pour 2022-2023 et 2023-2024 dans le cadre de l'*Entente Canada-Québec concernant Vers un chez-soi 2019-2024* (ci-après « l'Entente VCS »), y compris le financement additionnel de 84 580 673 \$ octroyé dans le cadre de la modification n°1 à l'Entente VCS.

Le présent document d'orientation tient lieu de mise à jour des orientations et modalités associées à l'ensemble du financement de l'*Entente Canada-Québec concernant Vers un chez-soi 2019-2024*.

CONTEXTE

En août 2019, les gouvernements du Canada et du Québec ont annoncé la signature de l'Entente VCS, laquelle balise la mise en œuvre du programme Vers un chez-soi au Québec pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2024.

En avril 2020, les gouvernements du Canada et du Québec ont conclu l'*Entente Canada-Québec visant à soutenir la réponse du secteur de l'itinérance à la COVID-19 dans le cadre de VCS* (l'Entente VCS COVID-19). Cette Entente a permis de rendre disponible un total de 70,5 M\$ en 2020-2021 et de 48,5 M\$ en 2021-2022. Celle-ci a pris fin le 31 mars 2022.

Dans l'objectif d'aider les communautés à contrer les répercussions de la pandémie sur le secteur des services en itinérance, le Gouvernement du Canada a annoncé un montant supplémentaire de **567,2 M\$** à l'échelle canadienne **pour 2022-2023 et 2023-2024** lors du dépôt du *Budget 2021*.

Au Québec, le financement additionnel s'élève à 84,6 M\$, soit 42,6 M\$ en 2022-2023 et 42 M\$ en 2023-2024. Ce financement sera mis à la disposition des communautés par le biais d'une modification n°1 à l'Entente VCS.

Ce montant, s'ajoutant au financement régulier de l'Entente VCS pour les exercices 2022-2023 et 2023-2024, vise à :

- prolonger des mesures liées à la COVID-19 pour les personnes en situation d'itinérance en fonction des besoins et de l'évolution de la pandémie;
- aider les communautés à poursuivre leurs efforts de prévention et de réduction de l'itinérance à plus long terme.

PRINCIPALES ORIENTATIONS

Les principales orientations pour la mise en œuvre du financement disponible en 2022-2023 et 2023-2024 sous les volets *Communautés désignées* (CD) et *Itinérance dans les communautés rurales et éloignées* (ICRÉ) sont les suivantes :

Volet CD :

- les CISSS/CIUSSS coordonnent la mise en œuvre du plan communautaire et en assurent le suivi;
- les CISSS/CIUSSS déterminent les orientations sur leur territoire, en collaboration avec la table de concertation, et établissent les modalités des appels de propositions, conformément aux modalités de l'Entente VCS. Ils procèdent à la sélection de projets par le biais de processus ouverts et impartiaux. Dans chaque communauté désignée, les projets retenus doivent répondre aux priorités définies dans le cadre de l'exercice de planification communautaire et avoir reçu l'appui de la table de concertation;

- les CISSS/CIUSSS financent les projets sélectionnés et conviennent des modalités en vertu desquelles le financement est accordé à l'organisme admissible et veillent au suivi des projets tout au long du cycle de vie de ceux-ci.

FLEXIBILITÉ LIÉES À LA COVID-19

En 2020-2021 et 2021-2022, des flexibilités temporaires ont été accordées dans le cadre du programme Vers un chez-soi afin de répondre aux pressions occasionnées par la COVID-19 sur le secteur de l'itinérance.

Pour répondre aux besoins spécifiques liés à la pandémie, la possibilité de financer des projets à l'extérieur des limites géographique des communautés désignées demeure en vigueur **jusqu'au 31 mars 2023**. Notez que l'Entente VCS permet aux CISSS et aux CIUSSS d'administrer le financement reçu en fonction des priorités communautaires.

Concrètement, pour les deux exercices financiers visés, le financement CD pourra être utilisé comme suit:

2022-2023 : Les communautés désignées peuvent continuer de financer des projets situés à l'extérieur de leurs limites de services traditionnelles.

2023-2024 : Les communautés désignées doivent solliciter l'approbation du Comité conjoint de gestion (CCG) avant de financer un projet qui serait situé à l'extérieur de leurs limites de services traditionnelles.

Volet ICRÉ :

- les CISSS/CIUSSS déterminent les orientations, en collaboration avec les acteurs de la communauté, et établissent les modalités des appels de propositions, conformément aux modalités de l'Entente VCS. Ils procèdent à la sélection de projets par le biais de processus ouverts et impartiaux pour l'ensemble des communautés visées;
- les CISSS/CIUSSS financent les projets sélectionnés et conviennent des modalités en vertu desquelles le financement est accordé à l'organisation admissible et veillent au suivi des projets tout au long du cycle de vie de ceux-ci.

Toutes les régions qui obtiennent du financement régulier dans le cadre de Vers un chez-soi recevront un financement additionnel, comme présenté à l'Annexe B.

MODALITÉS D'ADMINISTRATION

Rôle des CISSS et des CIUSSS : Le financement rendu disponible pour les volets CD et ICRÉ sera entièrement administré par les CISSS et les CIUSSS. Les CISSS et les CIUSSS devront donc assurer le suivi des projets financés dans le cadre de l'Entente VCS.

Organismes admissibles : Les organismes admissibles incluent les organismes sans but lucratif (selon les lois fédérale et québécoise régissant l'incorporation des organismes), les administrations municipales, les organismes et instituts de recherche, les établissements de santé publique et d'enseignement. Cette liste inclut les CISSS et les CIUSSS. Les entreprises à but lucratif peuvent également être admissibles, pourvu que la nature et le but du projet soient non commerciaux et par ailleurs conformes aux activités et dépenses admissibles décrites à l'Annexe D.

Durée de l'Entente : L'Entente VCS est en vigueur depuis le 1^{er} avril 2019 et prend fin le 31 mars 2024. Les sommes additionnelles rendues disponibles en 2022-2023 présentées à l'annexe B peuvent être utilisées pour couvrir des dépenses encourues pour la période du 1^{er} avril 2022 jusqu'au 31 mars 2023.

Activités et dépenses admissibles :

Les activités et dépenses admissibles sous l'Entente VCS le demeurent pour le financement additionnel prévu pour les exercices 2022-2023 et 2023-2024.

Les flexibilités temporaires COVID-19 accordées pour 2020-2021 et 2021-2022 dans le cadre du programme Vers un chez-soi afin de répondre aux pressions occasionnées par la pandémie de la COVID-19 sur le secteur de l'itinérance demeureront en vigueur **jusqu'au 31 mars 2023** (détails à l'Annexe D)¹.

Ainsi, en collaboration avec la communauté, les besoins déterminés à l'échelle locale par les CISSS et les CIUSSS peuvent orienter le financement du programme vers les secteurs d'activité suivants :

1. Services de logements
2. Prévention et orientation vers des secteurs offerts à l'extérieur des refuges
3. Services médicaux et de santé (en vigueur jusqu'au 31 mars 2023 seulement)
4. Services de soutien à la clientèle
5. Investissements en immobilisation
6. Coordination des ressources et collecte de données

Les activités et dépenses admissibles sont décrites à l'Annexe D. Chaque catégorie présente des exemples illustrant les moyens d'utiliser les fonds additionnels.

MISE EN ŒUVRE DE L'ACCÈS COORDONNÉ

À titre d'information, les CISSS et les CIUSSS peuvent utiliser une partie du financement additionnel disponible prévu dans le cadre du volet Communautés désignées (CD) en 2022-2023 et 2023-2024 pour appuyer la mise en œuvre de l'accès coordonné. En effet, le secteur d'activités *F. Coordination des ressources et collecte de données* permet de soutenir une diversité d'activités en lien avec l'accès coordonné.

Voici quelques exemples d'activités en lien avec l'accès coordonné qui pourraient être couvertes par l'entremise du financement du volet CD :

- soutenir des activités liées à la gouvernance et à la création de partenariats supplémentaires avec des fournisseurs de services et autres organismes communautaires, y compris des partenaires autochtones;
- soutenir des stratégies de gestion du changement et de communication;
- élaborer des formations et offrir du soutien pour les travailleurs qui occupent de nouvelles fonctions;
- élaborer des politiques et des protocoles sur l'accès coordonné ou le déploiement d'un système de gestion de l'information en itinérance (SGII);
- améliorer la qualité des données locales au niveau communautaire et renforcer la capacité d'utilisation des données en temps réel pour orienter la prise de décision locale.

¹ Les flexibilités accordées pour le financement additionnel en vigueur jusqu'au **31 mars 2023** pourraient être prolongées au-delà de cette date en fonction de l'évolution des besoins en lien avec la pandémie.

Frais d'administration : Comme indiqué dans l'Entente VCS, les CISSS et les CIUSSS peuvent réserver une portion raisonnable du financement additionnel pour les volets CD et ICRÉ afin de couvrir les frais administratifs, jusqu'à concurrence d'un maximum de 15 %, pour l'exercice visé. Pour les frais administratifs associés au financement régulier, un montant a été réservé pour chaque région afin d'assumer les responsabilités relatives à l'administration du programme VCS par les CISSS et les CIUSSS. Des renseignements sur les dépenses admissibles relatives aux frais d'administration sont présentés à l'Annexe D.

Utilisation des fonds : Il revient aux CISSS et aux CIUSSS de veiller à ce que le financement qui leur est versé serve aux fins prévues à l'Entente et en respect des activités et dépenses admissibles (Annexe D).

Les gouvernements du Québec et du Canada ont convenu en février 2022 d'accorder une flexibilité quant aux échéanciers des appels de propositions pour investir le financement régulier de Vers un chez-soi de 2022-2023 et 2023-2024 pour les régions ayant des besoins spécifiques. Dans les régions concernées par cette flexibilité, la date de fin des projets en cours a été prolongée jusqu'à un maximum de 3 mois et prend fin le 30 juin 2022.

En cas de désengagement de fonds dans les projets, les CISSS et les CIUSSS devront s'assurer du réinvestissement complet des sommes, avant **le 31 mars de chaque exercice financier**, pour le financement associé aux exercices 2022-2023 et 2023-2024 et en informer le MSSS.

Plan d'investissement : Les communautés désignées sont tenues d'identifier une contribution communautaire minimale d'un dollar pour chaque dollar de financement régulier reçu. Toutefois, reconnaissant le défi important que pose l'exigence d'identifier de nouvelles sources de financement à l'intérieur de délais serrés, l'obligation pour les communautés désignées d'apporter une contribution communautaire d'au moins un dollar pour chaque dollar fourni par Vers un chez-soi est levée pour le financement additionnel pour les exercices 2022-2023 et 2023-2024. Cela dit, les communautés sont encouragées à diversifier leurs sources de financement pour soutenir leurs mesures de lutte contre l'itinérance, reconnaissant que la résolution de ce problème nécessite l'intervention d'un éventail de partenaires.

Tableau de compilation : Pour l'ensemble du financement CD et ICRÉ pour les exercices 2022-2023 et 2023-2024, les CISSS et les CIUSSS devront acheminer un tableau de compilation au MSSS au plus tard **le 10 juin 2022**. Le tableau de compilation comprendra : le nom de l'organisme, le titre du projet, les dates de début et de fin du projet, le montant du financement et les coordonnées des personnes-ressources des organisations. Ces tableaux visent à informer le Comité conjoint de gestion des actions prises et ne sont pas sujets à un processus d'approbation. Suivant cette date, dès l'approbation de nouveaux projets ou de modifications de projet, les CISSS et les CIUSSS feront une mise à jour du tableau initial et l'acheminera au MSSS.

Communications publiques : Les communications publiques ayant trait aux projets financés dans le cadre de l'Entente VCS, y compris, mais sans s'y limiter, les discours, les communiqués de presse, les annonces publiques, et les sites Web, doivent comporter une formule offrant une visibilité à cette Entente et à la contribution financière du Canada. Voici un exemple de libellé de reconnaissance du financement :

« La réalisation de ce projet est possible grâce à la contribution financière du gouvernement du Canada, rendue disponible dans le cadre de l'*Entente Canada-Québec concernant Vers un chez-soi 2019-2024*. »

Détails de projets et résultats annuels :

Conformément à l'article 8 de l'Entente VCS, les CISSS et les CIUSSS devront colliger des renseignements sur tout projet financé et les transmettre par le biais du système *Rapports sur les résultats en ligne* (RREL).

- Les détails de projets recueillent des informations de base sur les projets obtenant du financement CD ou ICRÉ pour les exercices 2022-2023 et 2023-2024. Les rapports relatifs aux détails de projets doivent être saisis dans le portail RREL.

Nouveaux projets : Un rapport relatif aux détails de projet doit être soumis dans les **30 jours** suivant le début du projet. **Lorsque les nouveaux projets sont saisis, en informer le MSSS par courriel.*

Projets modifiés : Pour les projets financés par les fonds réguliers et additionnels, un rapport relatif aux détails de projet doit être soumis à la suite de toute modification concernant les activités, le financement ou la date de fin de projet dans les **30 jours** suivant le changement. Notez cependant que cette fonctionnalité du portail RREL sera disponible à l'automne 2022.

- Les rapports sur les résultats annuels sont principalement des données quantitatives recueillies dans le cadre du programme Vers un chez-soi sur les résultats directs obtenus dans le cadre des projets financés. Pour tous les projets financés dans le cadre de l'Entente, les rapports sur les résultats annuels doivent également être saisis dans le portail RREL dans les **45 jours** suivant la fin d'un exercice financier. Pour les dates plus précises, veuillez vous référer à l'annexe A.

La collecte de données pour les exercices financiers 2022-2023 et 2023-2024 a été allégée. Les changements apportés aux exigences visent à simplifier l'exercice. De nouveaux guides ont été développés à l'intention des communautés pour les appuyer dans la production de leurs Détails de projet et des Rapports sur les résultats annuels (Annexe E). Ces guides ainsi que des tutoriels et des modules de formation sur le système RREL sont disponibles sur la [Plateforme d'apprentissage sur l'itinérance](#).

ANNEXE A

| Étapes | Responsabilités | Financement | Échéancier |
|--|------------------------------|------------------------|---|
| 1. Élaborer et mettre en œuvre une stratégie d'investissement du financement pour l'année 2022-2023 et acheminer le tableau de compilation des projets retenus au MSSS. | CISSS/CIUSSS Organismes | 2022-2023 | 10 Juin 2022 Par la suite, envoyer une mise à jour avec tout nouveau projet |
| 2. Saisir les nouveaux détails de projet* dans le portail RREL <i>* À noter qu'il s'agit de tous projets ayant bénéficiés d'un soutien financier dans le cadre de Vers un chez-soi à compter du 1^{er} avril 2021.</i> | CISSS/CIUSSS | 2022-2023 | 15 juillet 2022 ou aussitôt que les CISSS/CIUSSS auront reçu la formation et que leur compte RREL aura été activé. |
| 3. Saisir les modifications des détails de projet en cours dans le portail RREL <i>* À noter qu'il s'agit de toute modification quant aux activités, au financement ou aux dates de fin des projets.</i> | CISSS/CIUSSS | 2021-2022 2022-2023 | Automne 2022 (quand le portail RREL sera disponible) * Par la suite, dans les 30 jours suivants la modification du projet |
| 4. Les organismes financés envoient un rapport semestriel pour la période du 1 ^{er} avril au 30 septembre 2022 à leur CISSS ou leur CIUSSS. | Organismes communautaires | 2022-2023 | 15 octobre 2022 |
| 5. Les CISSS et les CIUSSS envoient au MSSS un rapport semestriel pour la période du 1 ^{er} avril au 30 septembre 2022. | CISSS/CIUSSS | 2022-2023 | 11 novembre 2022 |
| 6. Les organismes financés envoient un rapport final pour le financement 2022-2023 avec le rapport sur les résultats à leur CISSS ou leur CIUSSS. | Organismes communautaires | 2022-2023 | 25 avril 2023 |
| 7. Saisir les rapports sur les résultats annuels dans le portail RREL | CISSS/CIUSSS | 2021-2022 | Automne 2022 (quand le portail RREL sera disponible) |
| 8. Saisir les rapports sur les résultats annuels dans le portail RREL | CISSS/CIUSSS | 2022-2023 | 15 mai 2023 |
| 9. Acheminer au MSSS une mise à jour du tableau de compilation avec les nouveaux projets retenus. | CISSS/CIUSSS | 2023-2024 | Dès que possible |
| 10. Saisir les nouveaux détails de projets dans le portail RREL <i>*À noter que les AP sont principalement sur 2 ans. Il y a aura peu de nouveaux projets.</i> | CISSS/CIUSSS | 2023-2024 | dans les 30 jours suivant le début du projet. |
| 11. Saisir les modifications des détails de projets dans le portail RREL <i>* À noter qu'il s'agit de toute modification quant aux activités, au financement ou aux dates de fin des projets.</i> | CISSS/CIUSSS | 2023-2024 | Dans les 30 jours suivants la modification du projet |

| | | | |
|---|---------------------------|-----------|------------------|
| 12. Les organismes financés envoient un rapport semestriel pour la période du 1 ^{er} avril au 30 septembre 2023 à leur CISSS ou leur CIUSSS. | Organismes communautaires | 2023-2024 | 15 octobre 2023 |
| 13. Les CISSS et les CIUSSS envoient au MSSS un rapport semestriel pour la période du 1 ^{er} avril au 30 septembre 2023 | CISSS/CIUSSS | 2023-2024 | 10 novembre 2023 |
| 14. Les organismes financés envoient un rapport final pour le financement 2023-2024 avec le rapport sur les résultats à leur CISSS ou leur CIUSSS. | Organismes communautaires | 2023-2024 | 15 mai 2024 |
| 15. Saisir les rapports sur les résultats annuels dans le portail RREL | CISSS/CIUSSS | 2023-2024 | mai 2024 |

ANNEXE B

Répartition du financement additionnel pour les exercices 2022-2023 et 2023-2024 (84 580 673 \$)

Entente Canada-Québec concernant Vers un chez-soi 2019-2024

| Région sociosanitaire | 2022-2023 | | | 2023-2024 | | | TOTAL | | |
|----------------------------------|---------------|--------------|---------------|---------------|--------------|---------------|------------------------|--------------|---------------|
| | CD | ICRÉ | Total | CD | ICRÉ | Total | 2022-2023 et 2023-2024 | | |
| 01-Bas-Saint-Laurent | | 274 255 \$ | 274 255 \$ | | 274 255 \$ | 274 255 \$ | | 548 510 \$ | 548 510 \$ |
| 02-Saguenay-Lac-Saint-Jean | 1 141 684 \$ | 173 464 \$ | 1 315 148 \$ | 1 125 084 \$ | 173 464 \$ | 1 298 548 \$ | 2 266 768 \$ | 346 928 \$ | 2 613 696 \$ |
| 03-Capitale-Nationale | 3 817 158 \$ | 98 707 \$ | 3 915 865 \$ | 3 761 660 \$ | 98 707 \$ | 3 860 367 \$ | 7 578 818 \$ | 197 414 \$ | 7 776 232 \$ |
| 04-Mauricie-Centre-du-Québec | 1 853 348 \$ | 404 786 \$ | 2 258 134 \$ | 1 826 402 \$ | 404 786 \$ | 2 231 188 \$ | 3 679 750 \$ | 809 572 \$ | 4 489 322 \$ |
| Drummondville / Centre-du-Québec | 691 485 \$ | 207 574 \$ | 899 059 \$ | 681 431 \$ | 207 574 \$ | 889 005 \$ | 1 372 916 \$ | 415 148 \$ | 1 788 064 \$ |
| Trois-Rivières / Mauricie | 1 161 863 \$ | 197 212 \$ | 1 359 075 \$ | 1 144 971 \$ | 197 212 \$ | 1 342 183 \$ | 2 306 835 \$ | 394 424 \$ | 2 701 259 \$ |
| 05-Estrie | 1 752 982 \$ | 275 606 \$ | 2 028 588 \$ | 1 727 495 \$ | 275 606 \$ | 2 003 101 \$ | 3 480 477 \$ | 551 212 \$ | 4 031 689 \$ |
| 06-Montréal | 21 276 431 \$ | | 21 276 431 \$ | 21 013 906 \$ | | 21 013 906 \$ | 42 290 337 \$ | | 42 290 337 \$ |
| 07-Outaouais | 1 712 492 \$ | 114 232 \$ | 1 826 724 \$ | 1 687 593 \$ | 114 232 \$ | 1 801 825 \$ | 3 400 085 \$ | 228 464 \$ | 3 628 549 \$ |
| 08-Abitibi-Témiscamingue | | 204 850 \$ | 204 850 \$ | | 204 850 \$ | 204 850 \$ | | 409 700 \$ | 409 700 \$ |
| 09-Côte-Nord | | 115 849 \$ | 115 849 \$ | | 115 849 \$ | 115 849 \$ | | 231 698 \$ | 231 698 \$ |
| 10-Nord-du-Québec | | 55 084 \$ | 55 084 \$ | | 55 084 \$ | 55 084 \$ | | 110 168 \$ | 110 168 \$ |
| 11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine | | 134 638 \$ | 134 638 \$ | | 134 638 \$ | 134 638 \$ | | 269 276 \$ | 269 276 \$ |
| 12-Chaudière-Appalaches | 663 690 \$ | 308 818 \$ | 972 508 \$ | 654 041 \$ | 308 818 \$ | 962 859 \$ | 1 317 731 \$ | 617 636 \$ | 1 935 367 \$ |
| 13-Laval | 1 608 357 \$ | | 1 608 357 \$ | 1 584 973 \$ | | 1 584 973 \$ | 3 193 330 \$ | | 3 193 330 \$ |
| 14-Lanaudière | 887 005 \$ | 224 449 \$ | 1 111 454 \$ | 874 108 \$ | 224 449 \$ | 1 098 557 \$ | 1 761 113 \$ | 448 898 \$ | 2 210 011 \$ |
| 15-Laurentides | 1 403 374 \$ | 270 344 \$ | 1 673 718 \$ | 1 382 970 \$ | 270 344 \$ | 1 653 314 \$ | 2 786 344 \$ | 540 688 \$ | 3 327 032 \$ |
| 16-Montérégie ¹ | 3 216 274 \$ | 564 985 \$ | 3 781 259 \$ | 3 169 512 \$ | 564 985 \$ | 3 734 497 \$ | 6 385 786 \$ | 1 129 970 \$ | 7 515 756 \$ |
| Total | 39 332 795 \$ | 3 220 067 \$ | 42 552 862 \$ | 38 807 744 \$ | 3 220 067 \$ | 42 027 811 \$ | 78 140 539 \$ | 6 440 134 \$ | 84 580 673 \$ |

Répartition du financement total (régulier et additionnel) pour les exercices 2022-2023 et 2023-2024 (154 941 941\$)

Entente Canada-Québec concernant Vers un chez-soi 2019-2024

| Région sociosanitaire | 2022-2023 | | | | 2023-2024 | | | | 2022-2024 |
|----------------------------------|--------------------------------|---------------|--------------|---------------|--------------------------------|---------------|--------------|---------------|----------------|
| | Administration du programme | CD | ICRÉ | Total | Administration du programme | CD | ICRÉ | Total | Total |
| 01-Bas-Saint-Laurent | 30 000 \$ | | 491 335 \$ | 521 335 \$ | 30 000 \$ | | 491 335 \$ | 521 335 \$ | 1 042 670 \$ |
| 02-Saguenay-Lac-Saint-Jean | 71 306 \$ | 2 284 667 \$ | 299 428 \$ | 2 655 401 \$ | 71 306 \$ | 2 268 067 \$ | 299 428 \$ | 2 638 801 \$ | 5 294 202 \$ |
| 03-Capitale-Nationale | 217 114 \$ | 7 638 661 \$ | 170 385 \$ | 8 026 160 \$ | 217 114 \$ | 7 583 163 \$ | 170 385 \$ | 7 970 662 \$ | 15 996 822 \$ |
| 04-Mauricie-Centre-du-Québec | 151 207 \$ | 3 708 805 \$ | 698 730 \$ | 4 558 742 \$ | 151 207 \$ | 3 681 859 \$ | 698 730 \$ | 4 531 796 \$ | 9 090 538 \$ |
| Drummondville / Centre-du-Québec | | 1 383 687 \$ | 358 296 \$ | 1 741 983 \$ | | 1 373 633 \$ | 358 296 \$ | 1 731 929 \$ | 3 473 912 \$ |
| Trois-Rivières / Mauricie | | 2 325 118 \$ | 340 434 \$ | 2 665 552 \$ | | 2 308 226 \$ | 340 434 \$ | 2 648 660 \$ | 5 314 212 \$ |
| 05-Estrie | 93 515 \$ | 3 213 730 \$ | 564 446 \$ | 3 871 691 \$ | 93 515 \$ | 3 188 243 \$ | 564 446 \$ | 3 846 204 \$ | 7 717 895 \$ |
| 06-Montréal | 732 606 \$ | 34 454 026 \$ | | 35 186 632 \$ | 732 606 \$ | 34 191 501 \$ | | 34 924 107 \$ | 70 110 739 \$ |
| 07-Outaouais | 90 159 \$ | 3 241 203 \$ | 197 184 \$ | 3 528 546 \$ | 90 159 \$ | 3 216 304 \$ | 197 184 \$ | 3 503 647 \$ | 7 032 193 \$ |
| 08-Abitibi-Témiscamingue | 30 000 \$ | | 378 742 \$ | 408 742 \$ | 30 000 \$ | | 378 742 \$ | 408 742 \$ | 817 484 \$ |
| 09-Côte-Nord | 30 000 \$ | | 207 546 \$ | 237 546 \$ | 30 000 \$ | | 207 546 \$ | 237 546 \$ | 475 092 \$ |
| 10-Nord-du-Québec | 30 000 \$ | | 103 418 \$ | 133 418 \$ | 30 000 \$ | | 103 418 \$ | 133 418 \$ | 266 836 \$ |
| 11-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine | 30 000 \$ | | 241 207 \$ | 271 207 \$ | 30 000 \$ | | 241 207 \$ | 271 207 \$ | 542 414 \$ |
| 12-Chaudière-Appalaches | 50 654 \$ | 1 328 137 \$ | 533 072 \$ | 1 911 863 \$ | 50 654 \$ | 1 318 488 \$ | 533 072 \$ | 1 902 214 \$ | 3 814 077 \$ |
| 13-Laval | 89 641 \$ | 3 218 544 \$ | | 3 308 185 \$ | 89 641 \$ | 3 195 160 \$ | | 3 284 801 \$ | 6 592 986 \$ |
| 14-Lanaudière | 59 367 \$ | 1 775 020 \$ | 387 437 \$ | 2 221 824 \$ | 59 367 \$ | 1 762 123 \$ | 387 437 \$ | 2 208 927 \$ | 4 430 751 \$ |
| 15-Laurentides | 90 177 \$ | 2 808 346 \$ | 466 660 \$ | 3 365 183 \$ | 90 177 \$ | 2 787 942 \$ | 466 660 \$ | 3 344 779 \$ | 6 709 962 \$ |
| 16-Montérégie ¹ | 204 254 \$ | 6 436 210 \$ | 886 557 \$ | 7 527 021 \$ | 204 254 \$ | 6 389 448 \$ | 886 557 \$ | 7 480 259 \$ | 15 007 280 \$ |
| Total | 2 000 000 \$ | 70 107 349 \$ | 5 626 147 \$ | 77 733 496 \$ | 2 000 000 \$ | 69 582 298 \$ | 5 626 147 \$ | 77 208 445 \$ | 154 941 941 \$ |

FLEXIBILITÉS LIÉES À LA COVID-19

En 2020-2021 et 2021-2022, des flexibilités temporaires ont été accordées dans le cadre du programme Vers un chez-soi afin de répondre aux pressions occasionnées par la COVID-19 sur le secteur de l'itinérance.

Pour répondre aux besoins spécifiques liés à la pandémie, les flexibilités suivantes demeureront en vigueur **jusqu'au 31 mars 2023²**.

1. Services médicaux et de santé :

Les communautés peuvent continuer d'utiliser les fonds de Vers un chez-soi pour offrir des services de santé généraux et de santé mentale (y compris le counseling) ou des services en toxicomanie qui sont offerts par les provinces et les territoires. Les communautés peuvent ainsi embaucher directement des professionnels de la santé (p. ex., infirmières, médecins, psychologues) à même les fonds disponibles sous Vers un chez-soi pour offrir des services de santé aux personnes en situation d'itinérance.

Les communautés sont toujours encouragées à relier les personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir aux services cliniques de santé et de traitement (y compris le soutien en matière de santé mentale et de toxicomanie) grâce à la gestion des cas et à offrir des services de réduction des méfaits. Les communautés seront invitées à identifier le montant qui aura été consacré aux services médicaux ou de santé mentale.

2. Services pour les besoins essentiels :

Le critère voulant que la prestation de services répondant aux besoins essentiels (ex., services essentiels en lien avec la mise à disposition de lits, les banques alimentaires ou les refuges) soit associée, dans le cadre des activités du projet, à des efforts démontrés de sensibilisation ou d'intervention visant à accroître la stabilité en ce qui a trait au logement est levé. Les communautés peuvent ainsi utiliser les fonds de VCS pour :

- augmenter la fréquence de nettoyage aux produits désinfectants dans les refuges et les zones achalandées, entre autres;
- acheter ou fournir des lits pour les refuges et des barrières physiques à installer entre les lits;
- fournir aux personnes déplacées hors du site d'un refuge de la nourriture et le moyen de se déplacer;
- acheter des articles d'hygiène corporelle (p. ex., du savon), d'équipement de protection personnelle (gants, masques, blouses, couvre-chaussures), de nettoyage et de produits nettoyants et désinfectants.

3. Investissement en immobilisation :

Compte tenu du caractère exceptionnel de la pandémie, il a été convenu d'accroître de façon temporaire la flexibilité en matière d'hébergement d'urgence pour le volet Communautés désignées. Ainsi, la construction ou l'achat d'une propriété abritant de nouvelles ressources d'hébergement d'urgence demeure admissible dans la mesure où ces ressources :

- sont converties à des fins d'hébergement à plus long terme (p. ex., logement de transition ou permanent) lorsque la nécessité d'avoir

² Les flexibilités accordées pour le financement additionnel en vigueur jusqu'au **31 mars 2023** pourraient être prolongées au-delà de cette date en fonction de l'évolution des besoins en lien avec la pandémie.

des mesures d'urgence en réponse à la pandémie de la COVID-19 prendra fin;

- conservent la vocation d'hébergement à plus long terme au minimum pour une durée de cinq (5) ans suivant leur conversion.

ACTIVITÉS ET DÉPENSES ADMISSIBLES

ENTENTE CANADA-QUÉBEC CONCERNANT VERS UN CHEZ-SOI 2019 À 2024 – FINANCEMENT RÉGULIER ET ADDITIONNEL POUR LES EXERCICES 2022-2023 ET 2023-2024

Le présent document vise à renseigner les Centres intégrés de santé et de services sociaux et les Centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux (CISSS/CIUSSS) sur les activités et dépenses admissibles relatives à l'ensemble du financement disponible en 2022-2023 et 2023-2024 dans le cadre de l'*Entente Canada-Québec concernant Vers un chez-soi 2019-2024*.

Toutes les activités et dépenses précédemment admissibles dans le cadre de Vers un chez-soi sont maintenues. Les activités et dépenses admissibles ont été élargies **jusqu'au 31 mars 2023** pour inclure la prestation des services qui répondent aux besoins essentiels des communautés, la prestation des services médicaux et de santé, ainsi que des flexibilités additionnelles en ce qui concerne les investissements en immobilisation afin que les communautés puissent mettre en place des plans d'action concrets en réponse à la crise de la COVID-19.

Les flexibilités qui ont été apportées aux activités et dépenses admissibles sont identifiées dans le document par l'entremise d'un encadré. On trouvera sous chaque catégorie des exemples illustrant les moyens d'utiliser les fonds pour prévenir et atténuer les répercussions de la COVID-19. Ces illustrations ne sont pas exhaustives; toute activité en appui à la réponse de la communauté et des bénéficiaires face aux risques que pose la COVID-19 peut être prise en considération. Les activités inadmissibles sont quant à elles clairement identifiées.

Activités et dépenses admissibles

Les activités et les dépenses admissibles sont regroupées en 6 catégories, dont une qui prendra fin au 31 mars 2023. Les activités et les dépenses admissibles s'appliquent généralement à tous les volets de financement; les exceptions à cet effet sont indiquées.

Les activités culturellement appropriées à l'intention des personnes et des familles autochtones qui ont des objectifs semblables aux activités et dépenses indiquées ci-dessous sont également permises. ***Il est à noter que les projets qui soutiennent des activités dans les communautés autochtones (réserves) sont admissibles à un financement dans le cadre des volets CD et ICRE.***

Activité admissible transversale – Gestion de cas

La gestion de cas peut être admissible dans plusieurs secteurs d'activités. La gestion de cas désigne une forme exhaustive et stratégique de prestation de services où le gestionnaire de cas évalue les besoins des individus et des familles et, s'il y a lieu, organise, coordonne et revendique la prestation de programmes et services conçus pour répondre aux besoins de l'individu afin d'appuyer l'atteinte de ses objectifs et d'améliorer son autonomie (p. ex., orientation vers les mesures de soutien du revenu, soutien préalable à l'employabilité et à la transition vers le marché du travail, acquisition d'aptitudes à la vie quotidienne, aide à la réintégration au système d'éducation et appui à la réussite, soutiens favorisant l'insertion sociale, aide culturellement adaptée aux personnes autochtones, etc.).

Dépenses administratives

En appui à la réalisation de leur mandat de coordination et d'administration du financement CD et ICRÉ, les CISSS et les CIUSSS peuvent réserver une portion raisonnable du financement disponible jusqu'à concurrence d'un maximum de 15 % du financement disponible dans chaque volet de financement pour l'exercice visé.

Les CISSS/CIUSSS pourront également accepter que les organismes admissibles financés se réservent une portion raisonnable du financement qui leur est accordé pour des coûts administratifs généraux normalement engagés pour assurer la réalisation efficace du projet. À titre d'exemple, les coûts associés au personnel administratif pour des activités telles que la comptabilité et la présentation de rapports tel que: le directeur de l'organisme ou le responsable de la tenue des livres consacre quelques heures à la gestion du projet, et ce, à l'intérieur de son horaire normal de travail, ces coûts étant davantage liés à ses fonctions.

Les activités inadmissibles comprennent :

- les dépenses pour des voyages à l'étranger;
- l'achat de boissons alcoolisées;
- une indemnité aux membres des tables de concertation pour assister aux réunions de cette même table;
- les coûts associés aux amendes et aux pénalités pour infractions routières.

A. Services de logement

Les services de logement sont ceux qui permettent à un individu ou à une famille de faire la transition vers un logement plus stable qui a été jugé adéquat et sécuritaire.

Le logement peut inclure :

- **Logement de transition** : Ce type de logement vise à offrir un milieu de vie positif à ses résidents, y compris l'expérience, les outils, les connaissances et les possibilités de développement social et de perfectionnement des compétences pour qu'ils deviennent plus autonomes. Il s'agit d'une étape intermédiaire entre le service d'hébergement d'urgence et le logement avec services de soutien. Il comporte des limites quant à la durée de séjour d'une personne ou d'une famille. Les séjours varient entre 3 mois et 3 ans.
- **Logement supervisé permanent** : Ce type de logement allie l'aide au loyer ou au logement avec des services de soutien personnalisés et souples pour les personnes qui ont des besoins importants liés à des problèmes de santé physique ou mentale, à un trouble du développement ou à la consommation de substances. Le logement supervisé permanent peut prendre les formes suivantes :
 - **Logement supervisé permanent adapté au milieu** : Un type de logement supervisé permanent, indépendant ou collectif situé dans un immeuble ou un lieu;
 - **Logement supervisé permanent dispersé** : La prestation de services de logement supervisé permanent dans la communauté par l'entremise de visites à domicile ou d'organismes communautaires.
- **Logement** : Un type de logement sans service de soutien et qui peut-être à long terme. Comprend une maison, un appartement ou une chambre (y compris un logement social) qu'une famille ou qu'une personne loue ou possède. Le logement peut inclure des conditions de logement avec des amis ou des membres de la famille qui sont censées être à long terme.
- **Options de logement pour les Autochtones** : Des options qui reflètent les

valeurs, les croyances et les pratiques autochtones (ex. : milieu de vie communautaire ou familial) et qui sont offertes par des organismes autochtones.

Les activités admissibles comprennent :

Placement en logement

- Détermination des préférences et des besoins en matière de logement et des types de soutien d'un individu ou d'une famille;
- Obtention d'un logement pour les personnes et les familles en travaillant avec le secteur de l'immobilier local privé et public, les associations de propriétaires, les communautés d'origine (p. ex., bande des Premières Nations, communauté inuit, établissement Métis) pour identifier des logements disponibles;
- Aide au loyer pour une période limitée dans le contexte d'un projet de relogement rapide. Même s'il revient à la communauté d'établir, à sa discrétion, les paramètres de l'aide au loyer, le relogement rapide se traduit généralement par 3 à 6 mois de soutien;
- Prestation de services propriétaire-locataire à un individu ou à une famille qui été placé dans un logement, y compris la prestation d'un service de médiation propriétaire-locataire et d'une formation sur les rôles et les responsabilités de ceux-ci;
- Relogement (si nécessaire).

Aide d'urgence au paiement du loyer

- À l'intérieur des paramètres établis par la communauté, un financement pour aider l'individu à payer le logement à court terme en attendant qu'il ait accès à un soutien à plus long terme, notamment les prestations des programmes fédéraux, québécois ou municipaux.

Aménagement d'un logement

- Des activités qui couvrent les coûts associés à l'aménagement d'un logement, y compris l'assurance, le dépôt en cas de dommage, le premier et dernier mois de loyer, l'entretien (p. ex., la peinture), les frais de déménagement, les meubles, les produits alimentaires et fournitures de base au moment de l'emménagement sont admissibles. Ces activités sont également accessibles à tous les individus et à toutes les familles, pas seulement à ceux qui profitent d'une aide au loyer ou du Fonds d'urgence pour le logement.
 - Si un programme d'aide sociale ou un autre programme offre le premier et le dernier mois de loyer ou le dépôt en cas de dommages, ces fonds doivent être épuisés avant de verser les fonds de la stratégie Vers un chez-soi.

Les activités inadmissibles comprennent :

- L'allocation de fonds d'urgence pour le logement pendant que la personne ou la famille bénéficie de prestations de programmes québécois ou municipaux d'aide sociale et de supplément au loyer. Le niveau de financement offert pour le fonds d'urgence pour le logement ne doit pas dépasser le montant des prestations allouées dans le cadre de programmes québécois ou municipaux d'aide sociale et de supplément au loyer.

B. Prévention et orientation vers des services offerts à l'extérieur des refuges

Les activités de prévention visent à aider les personnes et les familles à risque d'itinérance à trouver des solutions à une situation précaire afin d'éviter que celles-

ci se retrouvent à la rue. Les personnes et les familles qui sont actuellement logées, mais qui risquent de perdre leur logement, sont également incluses. Aider les personnes et les familles à conserver un logement contribue également à limiter la propagation de la COVID-19, en leur permettant d'avoir un endroit sûr pour s'isoler.

EXEMPLE D'UTILISATION DES FONDS

S'assurer que les gens sont logés est un moyen crucial pour limiter la propagation de la COVID-19, car chacun a besoin d'un endroit sécuritaire pour s'isoler. Par exemple, pour aider les personnes présentant un risque imminent de se retrouver en situation d'itinérance à conserver leur logement, les communautés pourraient recourir aux fonds de Vers un chez-soi pour :

- fournir une aide financière à court terme (p. ex., loyer impayé, dépôts de services publics);
- apporter un soutien en nature (p. ex., cartes d'épicerie prépayées, produits hygiéniques, cartes-cadeaux);
- recourir à des outils non financiers comme la médiation entre le propriétaire et le locataire, la résolution de problèmes entre voisins et la préparation d'un budget personnel ou familial.

Les sommes pourraient également aider les personnes terminant un séjour dans un établissement à se rendre directement à leur logement et le conserver de sorte qu'elles n'aient pas besoin de se rendre dans un service d'hébergement d'urgence.

Les fonds de Vers un chez-soi pourraient servir à orienter les personnes et les familles ayant besoin de services d'hébergement d'urgence vers d'autres formes d'hébergement notamment en :

- finançant l'attribution de personnel aux points de demande de services d'hébergement d'urgence afin d'explorer les options dont disposent les personnes et les familles par la résolution de problèmes et la mise à profit des bonnes pratiques, des dispositifs de soutien informels et naturels en place et les ressources des communautés;
- ayant recours à des moyens et des ressources comme l'aide financière à court terme, la médiation entre propriétaire et locataire, l'aide en nature (p. ex., épicerie ou cadeaux) afin de compenser les coûts de déménagement.

Les activités admissibles comprennent :

- les services de planification de la sortie dans le cas d'individus qui quittent les systèmes publics (p. ex., établissements de santé, de services correctionnels et de protection de l'enfance);
- l'aide à l'obtention ou au maintien d'un logement, y compris un logement partagé;
- la liaison avec le propriétaire et l'intervention auprès de ce dernier pour éviter l'expulsion et préserver la location;
- des conseils sur la budgétisation, le crédit et la consolidation des dettes;
- des conseils juridiques, la défense des droits et la représentation pour éviter l'expulsion;
- une aide d'urgence pour éviter l'expulsion (p. ex., nourriture, vêtements, coupons de transport, nettoyage ou réparation de dommages à un logement locatif);

- les frais de déménagement;
- une aide financière à court terme avec le loyer, le loyer impayé et le dépôt et paiement de services publics pour prévenir l’expulsion ou la perte de logement.

Les activités inadmissibles comprennent :

- la disposition ou le paiement pour le logement étudiant dans le cas d’étudiants qui ne sont pas dans le risque imminent de vivre une situation d’itinérance;
- un soutien pour les individus et les familles à faible revenu qui ne sont pas dans le risque imminent de vivre une situation d’itinérance.

C. Services médicaux et de santé

Pour permettre aux communautés de répondre à l’éclosion de la COVID-19, cette catégorie a été **ajoutée temporairement jusqu’au 31 mars 2023**.

Les communautés sont toujours encouragées à continuer de référer les personnes en situation d’itinérance ou à risque de le devenir aux services cliniques, de santé et de traitement (y compris le soutien en matière de santé mentale et de toxicomanie) grâce à la gestion des cas et à fournir des services de réduction des méfaits.

Toutefois, afin que les communautés disposent des outils nécessaires pour répondre à l’éclosion de la COVID-19, les activités et dépenses suivantes seront admissibles jusqu’au 31 mars 2023 dans le cadre de Vers un chez-soi :

- la prestation de services médicaux généraux, et de services de soutien en santé mentale ou en toxicomanie qui sont déjà offerts par le gouvernement québécois;
- l’embauche de professionnels de la santé (p. ex., infirmières, médecins) afin de permettre aux communautés d’engager des professionnels de la santé pour offrir des services directs aux personnes desservies.

D. Services de soutien à la clientèle

Les services de soutien à la clientèle comprennent des services personnalisés qui aident à faciliter l’intégration des structures de soutien et les liens entre celles-ci, comme la prestation de services relatifs au traitement et à la satisfaction des besoins essentiels. Ils peuvent aussi inclure des services pour favoriser l’intégration économique, sociale et culturelle des individus et des familles.

A. Services pour les besoins essentiels

EXEMPLE D’UTILISATION DES FONDS

Le critère voulant que la prestation de services répondant aux besoins essentiels (ex., services essentiels en lien avec la mise à disposition de lits, les banques alimentaires ou les refuges) soit associée), dans le cadre des activités du projet, à des efforts démontrés de sensibilisation ou d’intervention visant à accroître la stabilité en ce qui a trait au logement est levé. Les communautés pourraient utiliser les fonds de Vers un chez-soi **jusqu’au 31 mars 2023** notamment pour :

- augmenter la fréquence de nettoyage aux produits désinfectants dans les services d’hébergement d’urgence et les zones achalandées, entre autres;
- acheter ou fournir des lits pour les services d’hébergement d’urgence et des barrières physiques à installer entre les lits;
- fournir aux personnes hors d’un service d’hébergement d’urgence de la

nourriture et le moyen de se déplacer;

- acheter des articles d'hygiène corporelle (p. ex., du savon), d'équipement de protection personnelle (p. ex., gants, masques, blouses, couvre-chaussures), de nettoyage et de produits nettoyants et désinfectants.

Le financement des services essentiels soutient l'obtention de résultats qui contribuent à la réduction de l'itinérance. Par exemple, l'aide à court terme pour de la nourriture et un service d'hébergement d'urgence constitue une activité admissible puisqu'elle constitue un moyen d'aider les personnes en situation d'itinérance à obtenir un placement dans un logement plus stable. Les programmes de nourriture à long terme peuvent aussi être financés s'ils font partie d'une autre intervention considérée comme une activité admissible. Dans le cas des individus et des familles autochtones, le financement peut appuyer des services et des connexions culturellement appropriées avec la communauté (p. ex., communauté locale ou d'origine, y compris les bandes des Premières Nations, les établissements Métis, etc.).

Les activités admissibles comprennent :

- les services essentiels associés à la dispensation de lits dans des services d'hébergement d'urgence, de nourriture et d'un service d'hébergement, y compris les douches et les buanderies, les banques alimentaires, les popotes roulantes, les cuisines communautaires et les centres d'accueil;
- l'acquisition d'aptitudes à la vie quotidienne (p. ex., établir un budget, cuisiner);
- les programmes alimentaires à long terme qui font partie d'une autre activité admissible (p. ex., activités qui facilitent la réinsertion dans la communauté);
- des soutiens culturellement pertinents à l'intention des Autochtones (p. ex., cérémonies culturelles, activités et soutiens traditionnels dans le but d'enrichir les liens culturels et de renforcer le sens d'appartenance des individus à leur communauté);
- des denrées alimentaires et des articles d'hygiène personnelle;
- des vêtements, des chaussures et des couvertures;
- l'entreposage de biens personnels (jusqu'à 3 mois);
- l'accès à des aliments et à des médicaments traditionnels;
- la réparation ou le remplacement de lunettes (si elles ne sont pas déjà couvertes par les services médicaux);
- les soutiens aux personnes handicapées (p. ex., les aides à la mobilité et les autres aides fonctionnelles si elles ne sont pas déjà couvertes par les services médicaux);
- l'identification personnelle;
- l'accès à la technologie (p. ex., téléphone, boîte vocale communautaire, application de sécurité, ordinateur) dans un contexte communautaire (p. ex., dans un centre de ressources ou un centre d'accueil);
- des billets d'autobus ou des titres de transport en commun liés aux activités d'intégration (p. ex., recherche d'emploi, entrevues, rendez-vous, resserrement des liens avec la famille);
- un service de transport vers la communauté d'origine (kilométrage admissible déterminé par la communauté);
- l'accès à des programmes de soins dentaires (si non couverts par le gouvernement du Québec).

B. Services cliniques et services de traitement

Les services cliniques et les services de traitement sont des activités qui visent à améliorer la santé et le bien-être physique, émotif et psychologique des individus et des familles qui sont en situation d'itinérance ou dans le risque imminent de le devenir.

Les activités admissibles comprennent :

- la négociation et l'exploration de l'accès aux services cliniques, aux services de santé et aux services de traitement (incluant les soutiens en santé mentale et en toxicomanie) par la gestion de cas, y compris par le biais d'une équipe de gestion intensive des cas;
- la création de partenariats, la liaison et l'intégration pour regrouper des services et répondre aux besoins des individus ou des familles, ou encore pour mettre sur pied des équipes de gestion des cas lorsqu'il n'en existe pas;
- la prestation d'activités de réduction des méfaits qui visent à diminuer les risques et à mettre les individus et les familles en contact avec les principaux services de santé et les services sociaux
 - Ces activités peuvent inclure l'entreposage, la distribution et l'offre de matériel ou de fournitures (p. ex., aiguille), les interventions de prévention (p. ex., programmes ciblés pour prévenir la toxicomanie chez les jeunes en situation d'itinérance ou en danger de le devenir, programmes gérés de traitement de l'alcoolisme) et la mise en contact des individus avec les services de réduction des méfaits
- les honoraires professionnels pour des services offerts en vue de venir en aide aux individus et aux familles autochtones (p. ex., services offerts par des aînés autochtones ou des guérisseurs traditionnels). La valeur des honoraires professionnels, des cadeaux ou des rétributions doit être proportionnelle au service rendu et ne devrait pas dépasser le montant raisonnable et habituel demandé pour chaque service;
- des soutiens pour accéder à des services de guérison traditionnels ou culturellement délicats (p. ex., cercles de guérison, cérémonies dans des huttes de sudation, accès à des médicaments traditionnels) qui ne sont pas offerts par le biais des programmes provinciaux. L'admissibilité n'est pas fondée sur l'emplacement du service (p. ex., peut-être offert localement ou exiger un déplacement vers une communauté autochtone non locale).

C. Services d'intégration économique

Les activités admissibles comprennent :

- **l'aide au revenu** — des services directs destinés aux individus et aux familles pour les aider à accéder aux prestations de revenu (p. ex., aide sociale, prestations pour enfants, prestations d'invalidité, allocation aux anciens combattants, sécurité de la vieillesse et assurance-emploi);
- **l'aide à l'emploi** — des services avant et après l'emploi (p. ex., aide pour trouver un emploi, préparation à l'entrevue) pour brancher les individus et les familles sur le marché du travail et pour les aider à conserver un emploi et à devenir autosuffisants;
- **l'aide à l'éducation et à la formation** – des services à l'appui du perfectionnement des compétences essentielles (p. ex., lecture, utilisation de documents, calcul, rédaction, communication orale, travail d'équipe, raisonnement, utilisation d'un ordinateur et apprentissage continu), des services pour mettre les individus et les familles en contact avec des programmes d'éducation et de formation et des services pour appuyer la participation réussie à ces programmes (p. ex., laissez-passer d'autobus, vêtements ou équipement,

nourriture et boissons non alcoolisées et accès à l'Internet pour la durée du programme).

Les activités inadmissibles comprennent :

- les activités d'emploi normalement offertes par d'autres programmes fédéraux ou provinciaux liés au marché du travail;
- le versement de salaires pour des personnes participant à un programme d'éducation, de formation ou de préemploi;
- le versement de salaire pour un enseignant à temps plein afin d'offrir une solution de rechange à l'éducation provinciale ou territoriale;
- la couverture de frais de scolarité et de bourse d'apprentissage;
- le perfectionnement des compétences en milieu de travail.

D. Services d'intégration sociale et communautaire

Les activités admissibles comprennent :

- les soutiens pour favoriser l'intégration sociale (p. ex., frais de participation, activités récréatives ou sportives);
- les consultations avec les aînés autochtones, la cueillette et la préparation de mets traditionnels ainsi que l'établissement et le maintien de réponses et de soutiens culturellement pertinents pour aider les individus et les familles autochtones (p. ex., familiarisation avec les services urbains, y compris pour aider à établir et maintenir des réseaux de soutien culturellement pertinents dans un environnement urbain; cours de langue et de culture autochtones).

Les activités inadmissibles comprennent :

- l'achat de boissons alcoolisées en dehors des activités de réduction des méfaits.

E. Investissements en immobilisations

Les investissements en immobilisations visent à accroître la capacité ou à améliorer la qualité des établissements qui répondent aux besoins des individus et des familles qui sont en situation d'itinérance ou à risque de le devenir, y compris ceux qui appuient des programmes culturellement appropriés à l'intention des individus et des familles autochtones.

EXEMPLE D'UTILISATION DES FONDS

Pour favoriser la distanciation dans les services d'hébergement, les communautés pourraient utiliser les fonds de Vers un chez-soi **jusqu'au 31 mars 2023** pour, entre autres, transformer ou rénover des propriétés existantes pour créer de nouveaux logements temporaires (motels, hôtels, espaces communautaires) ou rénover des installations existantes (services d'hébergement d'urgence, maisons de transition, logements supervisés permanents ou installations non résidentielles) afin notamment d'en améliorer la ventilation ou accroître la distance entre les résidents.

La construction ou l'achat d'une propriété abritant de nouvelles ressources d'hébergement d'urgence demeure admissible dans la mesure où ces ressources :

- sont converties à des fins d'hébergement à plus long terme (p. ex., logement de transition ou permanent) lorsque la nécessité d'avoir

des mesures d'urgence en réponse à la pandémie de la COVID-19 prendra fin;

- conservent la vocation d'hébergement à plus long terme au minimum pour une durée de cinq (5) ans suivant leur conversion.

Les activités admissibles comprennent :

- la rénovation de services d'hébergement d'urgence, de logements de transition, de logements supervisés permanents ou d'installations non résidentielles, notamment :
 - la rénovation d'une installation existante pour la moderniser et respecter les normes du bâtiment;
 - l'enlèvement de l'amiante, de la moisissure ou des rongeurs;
 - le changement de vocation d'une propriété existante pour créer de nouveaux logements de transition ou des logements avec services de soutien permanents et l'agrandissement d'une installation existante.
- la réparation des dommages découlant de placements en hébergement (y compris les logements du secteur privé);
- la construction de logements de transition ou de logements avec services de soutien permanents, ou d'installations non résidentielles (p. ex., carrefours communautaires comprenant des banques de meubles, un centre d'accueil, un centre de ressources, des espaces pour les agents de liaison et les services d'orientation, des buanderies, des banques alimentaires) y compris, le cas échéant, la démolition d'une installation pour en construire une autre;
- l'achat de logements de transition, de logements avec services de soutien permanents et d'installations non résidentielles pour créer de nouveaux locaux ou logements;
- les coûts connexes admissibles, comme les honoraires professionnels des experts-conseils, des responsables des audits, de l'expertise technique, de la facilitation, des services juridiques et des entrepreneurs en construction ainsi que les dépenses d'immobilisations pour l'achat d'un terrain ou d'un immeuble;
- l'achat de mobilier, d'appareils, de machines (p. ex., tondeuse à gazon, outils de menuiserie), d'équipement électronique et de véhicules (p. ex., pour les activités de sensibilisation, pour le transport aux banques de meubles).

Les activités admissibles jusqu'au 31 mars 2023 :

- La construction ou l'achat d'une propriété abritant de nouvelles ressources d'hébergement d'urgence. Si une telle activité est effectuée par le biais de financement du volet Communautés désignées de la présente Entente, ces ressources devront :
 - être converties à des fins d'hébergement à plus long terme (p. ex., logement de transition ou permanent) lorsque la nécessité d'avoir des mesures d'urgence en réponse à la pandémie de la COVID-19 prendra fin, et
 - conserver la vocation d'hébergement à plus long terme au minimum pour une durée de cinq (5) ans suivant leur conversion.

Les activités inadmissibles comprennent :

- la construction et la rénovation de logements financés dans le cadre d'une entente bilatérale sur le logement conclue entre le Québec et la Société canadienne d'hypothèques et de logement;
- les investissements dans le logement social, y compris :

- les travaux de réparation des logements sociaux;
- la rénovation de logements sociaux;
- la création de logements sociaux.

F. Coordination des ressources et collecte de données

Ce secteur comprend des activités de partenariats communautaires, incluant les activités avec les instances gouvernementales en matière de santé, afin de favoriser une réponse coordonnée à la COVID-19.

EXEMPLE D'UTILISATION DES FONDS

Pour définir leur plan de lutte contre la COVID-19, les communautés sont encouragées à mener des activités de partenariats communautaires avec d'autres partenaires afin de favoriser une réponse coordonnée à la COVID-19.

Dans ce contexte, les fonds de Vers un chez-soi pourraient servir notamment à :

- établir des partenariats avec d'autres secteurs;
- recueillir, transmettre et diffuser de l'information à l'intention des principaux partenaires et intervenants;
- informer le public et solliciter le soutien ou les commentaires de la communauté à l'égard du plan de lutte contre la COVID-19 (p. ex., stratégie de communication, publication de communiqués de presse pour encourager la participation de bénévoles).

Ce secteur comprend également des activités contribuant à la mise en œuvre de l'accès coordonné, le développement des capacités communautaires et le développement des connaissances sur la population en situation d'itinérance.

La mise en œuvre de l'accès coordonné et le développement des capacités communautaires comprend les activités admissibles suivantes :

- l'établissement de partenariats avec des fournisseurs de services et d'autres intervenants, au besoin;
- l'établissement de structures de gouvernance et la mise au point d'outils de protection des renseignements personnels (p. ex., protocoles de gestion des données, entente de partage des données, formulaire de consentement) pour l'accès coordonné et la mise en œuvre d'un Système de gestion de l'information sur l'itinérance (SGII);
- la réalisation d'activités de gestion du changement, comme l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de communication (p. ex., communications imprimées ou Web, formation, y compris la transition vers un SGII, ou la formation sur l'accès coordonné);
- la création de processus comportant des critères de priorisation;
- le développement et/ou la sélection et l'adaptation d'outils d'analyse des besoins existants et d'un processus de référencement et de jumelage pour le système d'accès coordonné;
- la réalisation d'activités visant à expérimenter de nouvelles formules de sélection et d'attribution de services associés au logement selon les principes de l'accès coordonné;
- la conception de ressources et de matériel de formation visant à appuyer la mise en œuvre de systèmes d'accès coordonné;

- l'embauche de gestionnaires de projet pour l'accès coordonné, y compris pour la mise en œuvre et la maintenance d'un SGII :
 - Les honoraires des consultants ou les salaires du personnel (p. ex., coordonnateur communautaire, analyste et technologie de l'information (TI)), ainsi que les avantages correspondants et les coûts obligatoires liés à l'emploi (p. ex., Régime de pensions du Canada, Régime de rentes du Québec, assurance-emploi, etc.)
- l'acquisition d'une infrastructure de TI matérielle et logicielle, comme un serveur pour un SGII et d'autres équipements de TI nécessaires, et du mobilier de bureau connexe (p. ex., ordinateur) :
 - Un soutien supplémentaire au besoin, p. ex., conseils juridiques, sécurité du réseau, élaboration de rapports personnalisés du SGII
- la personnalisation du SGII dans les communautés où un système est déjà en place;
- la détermination, l'intégration et l'amélioration de l'offre de services (y compris la formation du personnel au sujet des activités à l'appui d'une approche systémique élargie de lutte contre l'itinérance);
- la réalisation de dénombrement ponctuel ou de sondages auprès des populations sans abri (p. ex., coordonnateur, coordonnateur adjoint, analyste des données, fournitures de projet, impression, formation des bénévoles, espace de réunion);
- la consultation, la coordination, la planification et l'évaluation (p. ex., planification communautaire);
- la collaboration avec le secteur de l'habitation pour cerner les occasions de logement permanent et les obstacles à cet égard (p. ex., établir des relations avec les propriétaires, dresser le portrait des biens actuellement disponibles) à l'appui d'une approche systémique vaste pour contrer l'itinérance.

Les activités de collecte de données admissibles comprennent :

- la collecte de données aux fins de reddition des comptes, pour appuyer le processus décisionnel et pour fournir des renseignements sur la situation de l'itinérance;
- les activités conçues pour établir des partenariats sur la collecte et l'analyse des données;
- la collecte, la transmission et la dissémination d'informations à l'intention des tables de concertation et autres parties intéressées;
- le soutien technique pour la collecte, l'analyse et la gestion des données;
- l'achat d'équipement pour la collecte et la compilation des données.

Les activités inadmissibles comprennent :

- l'achat ou le développement³ de logiciels ou de matériel visant à recueillir et gérer les données sur l'itinérance, et qui reprend des activités déjà offertes par le biais du Système d'information sur les personnes et les familles sans abri;
- toute autre activité de recherche locale autre que celles liées à la collecte de données énoncées précédemment et considérées éligibles.

³ Le développement de logiciel ou de matériel porte sur la conception d'un outil de collecte et de gestion de données qui reprendrait des fonctionnalités du Système d'information sur les personnes et les familles sans abri. La personnalisation d'un SGII déjà en place, afin de soutenir l'accès coordonné, demeure une activité admissible.

Détails de projets et Rapports sur les résultats
Vers un chez-soi 2022-2023 à 2023-2024

La présente annexe vise à fournir des précisions sur les renseignements qui seront collectés sur les projets financés selon les modalités prévues à l'article 8 de la *Modification n° 1 à l'Entente Canada-Québec concernant Vers un chez-soi 2019-2024*.

Voici les renseignements à fournir pour les Détails de projets ET les Rapport sur les résultats :

1. Rapports sur les détails du projet

Les renseignements ci-dessous seront recueillis pour tous les projets financés dans le cadre de l'Entente.

| Renseignements généraux sur le projet |
|--|
| Nom de l'organisme |
| Titre du projet |
| Numéro du projet |
| Date de début |
| Date de fin |
| Volet de financement |
| Montant du financement alloué à la COVID-19 |
| Communautés désignées (si applicable) |
| Lieu du projet (adresse) |
| Lieu du projet s'il diffère de l'adresse de l'organisation (adresse) |
| Description du projet |

| Secteurs d'activité admissibles et renseignements sur la répartition des fonds par sous-secteur d'activité |
|--|
| Logement <ul style="list-style-type: none">- Placement en logement :\$- Fonds d'urgence pour le logement :\$- Aménagement d'un logement :\$- COVID-19 – Logement temporaire :\$ |
| Prévention et orientation vers des services offerts à l'extérieur des refuges <ul style="list-style-type: none">- Services de base :\$- Services secondaires :\$ |
| COVID-19 – Services médicaux et de santé <ul style="list-style-type: none">- Services médicaux et de santé :\$ |
| Services de soutien à la clientèle <ul style="list-style-type: none">- Services d'intégration économique :<ul style="list-style-type: none">o Aide au revenu :\$o Aide à l'emploi :\$o Aide à l'étude :\$ |

| |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> ○ Aide à la formation professionnelle : \$ - Services d'intégration sociale et communautaire : \$ - Services cliniques et services de traitement : \$ - Services répondant à des besoins essentiels : \$ |
| <p>Investissements en immobilisations</p> <ul style="list-style-type: none"> - Refuges d'urgence <ul style="list-style-type: none"> - Capacité accrue (espaces additionnels) : lits - Rénovations/ajouts/réparations d'installations existantes : \$ - Construction de nouvelles installations : \$ - Fournitures et équipement opérationnels : \$ - Logements de transition <ul style="list-style-type: none"> - Capacité accrue (espaces additionnels) : lits - Rénovations/ajouts/réparations d'installations existantes : \$ - Construction de nouvelles installations : \$ - Fournitures et équipement opérationnels : \$ - Logements supervisés permanents <ul style="list-style-type: none"> - Capacité accrue (espaces additionnels) : lits - Rénovations/ajouts/réparations d'installations existantes : \$ - Construction de nouvelles installations : \$ - Fournitures et équipement opérationnels : \$ - Installations non résidentielles <ul style="list-style-type: none"> - Rénovations/ajouts/réparations d'installations existantes : \$ - Construction de nouvelles installations : \$ - Fournitures et équipement opérationnels : \$ |
| <p>Coordination des ressources et collecte de données</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dénombrements ponctuels : \$ - Accès coordonné : \$ - Collecte, analyse et utilisation des données : \$ |

2. Rapports sur les résultats annuels des projets

| Principaux secteurs d'activités | Sous-activités | Données qui doivent être déclarées dans les résultats annuels | Des données démographiques sont-elles requises? |
|---------------------------------|---------------------------------|--|---|
| Logement | Placement en logement | <p><u>Données recueillies au moment du placement en logement</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de personnes logées dans un logement plus stable en 6 mois ou moins (de 0 à 180 jours) • Nombre de personnes logées dans un logement plus stable en 6 à 12 mois (de 181 à 365 jours) • Nombre de personnes logées dans un logement plus stable en plus de 12 mois <p><u>Données recueillies 12 mois après le placement en logement</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de personnes qui n'étaient plus logées au 12^e mois <ul style="list-style-type: none"> o Raisons expliquant pourquoi elles n'étaient plus logées (options : sont retournées à l'itinérance, ont fréquenté des établissements publics, sont décédées ou autres) • Nombre de personnes qui ont terminé avec succès le programme au 12^e mois ou avant • Nombre de personnes encore logées au 12^e mois, et qui ont encore besoin de soutien • Nombre de personnes qui ont été impossibles à joindre | OUI – Données recueillies au moment du placement en logement seulement (ne sont pas à nouveau recueillies lors du suivi à 12 mois) |
| | Fond d'urgence pour le logement | <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de personnes qui ont bénéficié de services d'aide d'urgence au paiement du loyer | NON |
| | COVID-19 - Logement temporaire | <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de placements dans un logement temporaire en réponse à la COVID-19 • Nombre de nouveaux logements temporaires accessibles dans la communauté (en raison de l'ajout de lits, lits portatifs, matelas additionnels et autres) dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 | NON |

| | | | |
|---|-----------------------------------|---|--|
| Prévention et orientation vers des services offerts à l'extérieur des refuges | Services de base | <p><u>Données recueillies au moment de la prestation des services de base de prévention et d'orientation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de personnes qui ont bénéficié d'un service de base de prévention et d'orientation vers des services offerts à l'extérieur des refuges entre le 1^{er} avril et le 31 décembre de l'exercice financier ACTUEL • Nombre de personnes ayant bénéficié des services de base de prévention et d'orientation vers des services offerts à l'extérieur des refuges entre le 1^{er} janvier et le 31 mars de l'exercice financier ACTUEL • Nombre de personnes ayant bénéficié des services de base de prévention et d'orientation vers des services offerts à l'extérieur des refuges (somme de 1 et de 2) <p><u>Données recueillies 3 mois après la prestation du service de base</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de personnes qui n'étaient plus logées après 3 mois <ul style="list-style-type: none"> ○ Raisons expliquant pourquoi elles n'étaient plus logées (options : ont vécu une situation d'itinérance pendant une certaine période, sont retournées dans leur famille, ont passé du temps dans des établissements publics, sont décédées ou autres) • Nombre de personnes qui étaient encore logées après 3 mois • Nombre de personnes qui ont été impossibles à joindre | <p>OUI – Données recueillies au moment de la prestation de services de base seulement (ne sont pas à nouveau recueillies lors du suivi de 3 mois)</p> |
| | Services secondaires | Résumé qualitatif des services offerts | NON |
| Services de soutien à la clientèle | Services d'intégration économique | <p><u>Si une aide au revenu a été fournie</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de personnes qui ont commencé à recevoir une aide au revenu (en raison de la prestation de services d'aide au revenu) <p><u>Si une aide à l'emploi a été fournie</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de personnes qui ont commencé un nouvel emploi rémunéré (en raison de la prestation de services d'aide à l'emploi) <p><u>Si une aide à l'étude a été fournie</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de personnes qui ont commencé un programme d'études (en raison de la prestation de services d'aide à l'éducation) <p><u>Si une aide à la formation professionnelle a été fournie</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de personnes qui ont commencé un programme de formation professionnelle (en raison de la prestation de services d'aide à la formation professionnelle) | <p>OUI – Données recueillies séparément pour CHAQUE type de service offert au moment de la prestation de services</p> |

| | | | |
|------------------------------------|--------------------------------------|--|------------|
| | Intégration sociale et communautaire | <ul style="list-style-type: none">Nombre de personnes qui ont participé à des activités d'intégration sociale et communautaire | NON |
| Investissements en immobilisations | Refuges d'urgence | <u>Capacité accrue</u> <u>Si le projet crée des places additionnelles, le déclarer une seule fois à la fin du projet :</u> <ul style="list-style-type: none">Nombre de nouvelles places accessibles dans la communauté (en raison de l'ajout de lits) | NON |
| | Logements de transition | <u>Capacité accrue</u> <u>Si le projet crée des places additionnelles, le déclarer une seule fois à la fin du projet :</u> <ul style="list-style-type: none">Nombre de nouvelles places accessibles dans la communauté (en raison de l'ajout de lits) | NON |
| | Logements supervisés permanents | <u>Capacité accrue</u> <u>Si le projet crée des places additionnelles, le déclarer une seule fois à la fin du projet :</u> <ul style="list-style-type: none">Nombre de nouvelles places accessibles dans la communauté (en raison de l'ajout de lits) | NON |
| | Installations non résidentielles | <u>Si le projet crée des places additionnelles, le déclarer une seule fois à la fin du projet :</u> <ul style="list-style-type: none">Nombre de nouvelles places accessibles dans la communauté (en raison de l'ajout de lits) | NON |

| Données démographiques | | | |
|------------------------|---|--|--|
| | Hommes | Femmes | Non binaire |
| Genre | Nombre d'hommes : [#] | Nombre de femmes : [#] | Nombre de personnes non binaires : [#] |
| Âge | Nombre d'hommes qui sont des : Enfants (0-11 ans) : [#] Jeunes (12-24 ans) : [#] Adultes (25-64 ans) : [#] Personnes âgées (65 ans et plus) : [#] | Nombre de femmes qui sont des : Enfants (0-11 ans) : [#] Jeunes (12-24 ans) : [#] Adultes (25-64 ans) : [#] Personnes âgées (65 ans et plus) : [#] | Nombre de personnes non binaires qui sont des : Enfants (0-11 ans) : [#] Jeunes (12-24 ans) : [#] Adultes (25-64 ans) : [#] Personnes âgées (65 ans et plus) : [#] |
| Sous-population | Nombre d'hommes qui sont des : Personnes handicapées : [#] Autochtones : [#] Immigrants : [#] Réfugiés et demandeurs d'asile : [#] Anciens combattants : [#] | Nombre de femmes qui sont des : Personnes handicapées : [#] Autochtones : [#] Immigrants : [#] Réfugiés et demandeurs d'asile : [#] Anciens combattants : [#] | Nombre de personnes non binaires qui sont des : Personnes handicapées : [#] Autochtones : [#] Immigrants : [#] Réfugiés et demandeurs d'asile : [#] Anciens combattants : [#] |